

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2263>



# Les Français ont parlé

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : lundi 10 juin 2024

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**Le vote des Français ce dimanche 9 juin 2024 a été plus important que prévu. Même s'il s'agissait d'élire des députés européens, il est clair qu'il a plutôt porté sur les enjeux nationaux. On doit d'autant plus en admettre la signification que le taux d'abstention est nettement inférieur à celui des législatives de 2022.**

La question de la légitimité du pouvoir, depuis longtemps étouffée par le discours sur le barrage à l'extrême droite, est aujourd'hui inévitable.

Il ne suffit pas de se présenter en défenseur de la démocratie. Encore faut-il cesser de soutenir des institutions nationales qui permettent d'imposer des lois combattues par une large majorité des Français, de bafouer les citoyens comme par le traité de Lisbonne et même de mépriser le Parlement aujourd'hui. Encore faut-il cesser de soutenir une construction européenne qui impose des règles juridiques contraires à nos principes républicains, qui demande de voter pour un Parlement sans peuple.

La France, patrie des droits de l'homme et du citoyen, porteuse de principes universels, sort de son histoire au nom d'une uniformisation mondiale, essentiellement fondée sur les nécessités du commerce mondial. Un Président censé la représenter représente surtout ces intérêts économiques. La confusion qu'il entretient systématiquement sur le sens de la souveraineté a surtout pour but la destruction de la souveraineté du peuple.

C'est cela qu'il faut proclamer avant toute analyse des rapports de force entre les partis politiques que révèle le vote de ce 9 mai. Car le vote n'a pas porté et ne pouvait pas porter sur ces questions essentielles. Vouloir, comme lors de chaque élection, s'attacher avant tout à analyser le score du RN n'est, pour les responsables des principaux partis, qu'une méthode pitoyable pour masquer leur propre faillite. C'est aussi cet alibi perpétuellement renouvelé pour empêcher toute analyse sérieuse des institutions tant nationales qu'européennes. Or, ce sont bien ces institutions qui détruisent la souveraineté du peuple, pourtant fondement de la République et de la démocratie, qui entraînent notre pays dans ce désastre politique et moral.

La dissolution de l'Assemblée nationale était inévitable puisque la légitimité du pouvoir n'existe plus. Les questions essentielles des institutions, du rapport à l'Europe et donc de la souveraineté populaire restent posées quelle que soit l'issue des élections législatives.